

Investissements pétroliers au Québec, problème ou solution? 26 juin 2012 par Michel Pruneau

La journaliste de La Presse Hélène Baril publie ce matin un [intéressant texte](#) faisant état d'une étude démontrant que les investisseurs du secteur pétrolier évitent le Québec. Traumatisés comme nous le sommes par le catastrophisme écologique, parions que plusieurs de nos concitoyens reçoivent cette nouvelle en considérant qu'il s'agit d'une très bonne chose! En fait, serions-nous tous un peu contre le pétrole, sauf lorsqu'il s'agit de remplir le réservoir de notre voiture pour un week-end bien mérité?

Plus globalement, plusieurs personnes ont intériorisé l'idée que la survie planétaire passe obligatoirement par un projet politique de décroissance globale, que des penseurs comme [Hervé Kempf](#) soutiennent ouvertement. Dans cette vision idéologique du monde, le secteur pétrolier apparaît comme un monstre puisqu'il représente le fleuron d'un système capitaliste à abattre.

En dehors du fait que tout développement technologique commande des investissements importants, nous devons réaliser que l'affaiblissement économique, quelle qu'en soit l'origine, n'est pas un objectif souhaitable puisqu'il ne fera que retarder le développement d'une économie basée sur les énergies renouvelables.

Ce même paradoxe toxique apparaît dans certaines revendications qui émanent du « printemps québécois » lorsque des manifestants réclament des services payés par l'État, tout en fustigeant la plupart des projets de développement économique. S'il faut considérer positivement le ras-le-bol collectif comme une interpellation éthique devant une classe politique qui donne trop souvent l'impression de travailler pour ses propres intérêts, il serait aberrant de mettre en œuvre des politiques de décroissance économique, puisque cette décroissance entraînerait une plus grande difficulté à financer des services publics tels que l'éducation et la santé.

Dans le contexte actuel de crise idéologique, il est permis de nous demander si Robert Bourassa aurait réussi à développer le réseau hydroélectrique québécois. Plusieurs personnes s'opposeraient certainement à cet autre « Plan Nord » en justifiant leur position par la défense des intérêts collectifs et des enjeux environnementaux. Pourtant, dans les faits, ce réseau hydroélectrique nous assure aujourd'hui une indépendance énergétique et une position enviable dans le groupe des États qui polluent le moins. Si nous rêvons d'automobiles électriques, allons-nous aussi nous opposer à de futurs projets de développement hydroélectrique qui pourraient nous permettre d'alimenter les voitures électriques du continent américain?

Au Québec, comme ailleurs sur la planète, la vigilance collective doit s'exercer pour éviter les saccages et les pillages, mais il serait utile qu'elle s'exprime par une implication citoyenne à l'intérieur des projets concrets de développement. À cet égard, toutes les bonnes idées sont les bienvenues. Pour le moment, ne nous en déplaie, [nous avons tout avantage à favoriser le développement du secteur pétrolier.](#)

